

Selon le Comité international de Mauthausen, le caractère historique du camp est dénaturé par la construction d'un ascenseur et par la fermeture de lieux emblématiques, comme l'escalier emprunté par les déportés pour accéder à une carrière (ci-contre).



### 3 — Au camp de Mauthausen, des changements qui fâchent.

**GUY DOCKENDORF CONNAÎT BIEN L'AUTRICHE.** Mais, s'il se rend plusieurs fois par an dans ce pays d'Europe centrale, ce n'est pas pour y faire du tourisme. Ce Luxembourgeois est le fils d'un ancien résistant, déporté au camp de concentration de Mauthausen (dans le nord du pays), dont les conditions de détention étaient parmi les plus dures de l'ensemble du système concentrationnaire nazi. En 2018, il fut très surpris de découvrir plusieurs changements majeurs. *«L'escalier qui descend à la carrière d'où le granit était extrait dans des conditions inhumaines était fermé pour "raison de sécurité", tout comme l'endroit destiné aux monuments nationaux. Quelques semaines plus tard, la cour par laquelle entraient les prisonniers était défigurée par une tour d'ascenseur en béton»*, détaille le retraité, président du Comité international de Mauthausen (CIM), l'organisme représentant les 190 000 prisonniers – dont 90 000 au moins perdirent la vie – et leurs descendants, originaires de 70 pays différents. Alors qu'approche la journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de la Shoah, le 27 janvier, *«tout cela dénature le caractère historique du lieu, dont je rappelle qu'il est par ailleurs une nécropole»*, dénonce aussi Jean-Louis Roussel, responsable d'une association française, L'Amicale de Mauthausen, et vice-président du CIM. Ces modifications sont intervenues alors que les relations entre le CIM, son partenaire autrichien – le Mauthausen Komitee Österreich – et le gouvernement de Vienne sont exécrables. Mauthausen est financé par le ministère de l'intérieur, un portefeuille détenu par un certain Herbert Kickl, ancienne plume du tribun Jörg Haider, qui s'est récemment illustré très négativement en affirmant sa volonté de vouloir rassembler les demandeurs d'asile dans des camps de manière



*«concentrée»*. À la suite de la formation d'une coalition entre les conservateurs (ÖVP, Parti populaire autrichien) et l'extrême droite (FPÖ, Parti autrichien de la liberté), en décembre 2017, le CIM avait déclaré persona non grata les ministres du FPÖ, un parti fondé par d'anciens nazis, aux rassemblements organisés le 6 mai 2018 en souvenir de la libération du camp. Le secrétaire général du FPÖ, Harald Vilimsky, avait mal réagi, affirmant que *«des cérémonies d'une telle importance devaient se tenir loin des calculs de politique politicienne»*. Pour Guy Dockendorf, les mesures prises à Mauthausen, qui accueille 200 000 visiteurs par an (dont de nombreux scolaires), constituent des représailles. *«Une évidente provocation, estime-t-il. C'est une façon pour le gouvernement de dire qu'il reprend la main. Que celui qui paye décide.»* Interrogé par *Le Monde*, l'exécutif nie ces accusations, invoquant de réelles injonctions d'accessibilité et de sécurité. *«L'ascenseur a été construit parce que nous recevions des plaintes depuis plusieurs années de la part des visiteurs concernant l'accès réservé aux personnes à mobilité réduite, qui était trop éloigné»*, s'est également justifié dans la presse autrichienne Jochen Wollner, le directeur administratif du mémorial.

**LA POLÉMIQUE DÉPASSE TOUTEFOIS MAINTENANT LARGEMENT LES CERCLES DES FAMILLES DE DÉPORTÉS.** L'historien Gerhard Baumgartner, du Centre de documentation et d'archives sur la résistance (DÖW), regrette que le conseil consultatif scientifique de Mauthausen, son comité consultatif international et son conseil d'administration, auquel il appartient, aient tous été mis devant le fait accompli. *«Plutôt inconséquent, alors que ce site était le mieux préservé dans son intégrité architecturale, juge-t-il. Il est fort dommage que l'Autriche s'illustre par une certaine brusquerie avec les familles des victimes, habituées à un traitement différent en Allemagne.»* Le CIM, qui maintient à distance tout représentant du FPÖ depuis les années 1960 et ne compte pas faire évoluer sa position, réclame désormais une démolition rapide de l'ascenseur, un rétablissement de l'accès à l'escalier et au mémorial, ainsi qu'une remise en l'état des lieux. 🗞 *Blaise Gauquelin*